

le petit nombre de ceux qu'il avait éduits plus que jamais attachés à leurs devoirs envers le prélat. La junte en est à son dernier soupir, incapable de porter un nouveau coup, le gouvernement étant tout-à-fait dégoûté de ses folles importunités, et refusant de lui prêter l'oreille.

PAYS-BAS.

—Il vient de se passer dans les Pays-Bas un fait qui prouve que le souverain de ce royaume ne sait résister ni aux susceptibilités, ni aux exigences des protestans.

Récemment nommé, par le Saint-Père, évêque *in partibus*, le vicaire-général de l'île de Curaçao (possession hollandaise dans les Indes-Occidentales) était venu dans les Pays-Bas, pour y être sacré avec toute la pompe du culte catholique. Déjà on avait orné à cet effet, avec élégance, la nouvelle église dite de Moïse et Aaron, à Amsterdam; c'était une véritable fête à laquelle s'attendaient les fidèles.

Trois ou quatre jours avant celui qui était désigné pour la cérémonie, une dépêche du roi est arrivée, invitant le nouvel évêque à ne pas se faire sacrer à Amsterdam. La solennité s'est accomplie à Warmoud, petit village à deux ou trois lieues de La Haye, et où se trouve un séminaire catholique.

Quelques ministres protestans avaient exposé au roi combien la population protestante d'Amsterdam voyait avec peine ces démonstrations de l'Eglise catholique, et que les permettre ce serait s'aliéner les protestans.

Tel est le motif pour lequel le roi a cédé à ces derniers; sa faiblesse, assez impolitique, a produit, parmi les catholiques, une sensation très pénible.

NOUVELLES POLITIQUES.

ANGLETERRE.

—Le *Times* donne longuement les détails du voyage de la reine d'Angleterre et de son entrevue avec le roi des Français. Il félicite vivement la reine de cette détermination, et paraît en attendre les plus heureux résultats.

On avait dit que la reine viendrait seulement en vue du Tréport, et que le roi lui ferait une visite sur un yacht. Le *Times*, et avec lui le *Morning-Post* et le *Sun*, annoncent maintenant que la reine débarquera au Tréport et se rendra à Eu.

Parmi ces journaux, le *Times* dit que l'acceptation par la reine de l'invitation qui lui était faite au nom du roi des Français, explique suffisamment le départ de M. le prince de Joinville et de M. le duc d'Aumale, puisque leur voyage n'avait pas d'autre objet. Le *Sun*, au contraire, continue à attribuer le brusque départ des princes à l'arrivée d'Espartero et à l'accueil qui lui a été fait en Angleterre. Il blâme très aigrement leur susceptibilité, tout en justifiant par des pompeux éloges la déférence de l'Angleterre pour le régent d'Espagne.

« Sir Robert Peel, dit-il, avec l'agrément de la nation entière, lui fait une aimable réception; alors le principe de Joinville et le duc d'Aumale (ce dernier étant le candidat à la main de la reine) partent brusquement, comme s'il leur avait été fait un affront mortel. Jamais on ne fit rien d'aussi peu judicieux. La France et l'Espagne étaient ostensiblement dans de bons termes; Espartero s'était toujours conduit officiellement, vis à vis de la France, avec convenance et modération; il n'y avait aucune cause flagrante d'hostilité entre Louis-Philippe et Espartero, jusqu'au moment où ces jeunes princes, mal inspirés, ont proclamé au monde et prouvé par leur conduite qu'eux et Espartero, qui ne leur avait donné aucun juste motif d'offense, ne pouvaient pas demeurer ensemble sur ce sol hospitalier. »

IRLANDE.

Agitation Irlandaise.—Dans une récente séance de l'association du rappel, M. O'Connell a de nouveau déclaré qu'il ne voulait entretenir de correspondance secrète avec personne; et il a ajouté qu'un certain Millet, qui se donnait à Paris pour un agent de l'association, était un imposteur.

Au meeting de Maryborough, il a raconté avec sa verve ordinaire un tour singulier que lui ont joué les orangistes de Mountmillick. Il a dit que, n'osant pas l'affronter personnellement, ils avaient payé sept femmes d'une laideur remarquable, et les avaient placées à un balcon devant lequel il devait passer.

« Ces femmes, a-t-il ajouté, se sont mises à hurler et à faire un tapage étourdissant, comme de vieilles oies effarouchées, et elles m'ont fait des grimaces, tâchant de se rendre plus laides, s'il était possible. Elles ont sifflé sur mon passage et elles m'ont tiré leur langue, et il n'y a pas de langue de veau couverte de lait de beurre qui soit plus laide ou plus sale! Heureusement, à ces mégères, je puis opposer des milliers de frais et gracieux visages qui nous ont agréablement souri, et je me suis trouvé amplement dédommagé du spectacle hideux de ces quatre ivrognes orangistes et de leurs sept laideurs. »

Au banquet du soir, M. O'Connell a déclaré que l'Irlande n'avait pas besoin des capitaux de l'Angleterre pour prospérer, et M. O'Reilly a fait adopter la proposition de charger le sculpteur irlandais Hogan d'exécuter la statue du Libérateur. « J'espère, a-t-il dit, qu'il vivra assez pour la voir placée dans la salle des communes d'Irlande. »

—Le 15 août, un immense meeting a eu lieu sur la colline de Tara, dans le comté de Meath; colline fameuse dans l'histoire de l'Irlande. C'est là que, dans les anciens temps, s'est tenue l'assemblée du peuple irlandais; c'est là que fut livré le premier combat que l'insurrection des *Irlandais-Unis* soutint, en 1798, contre les troupes royales.

Tel avait été l'empressement du public à louer d'avance toutes les voitures

pour se rendre à Tara-Hill, que les entrepreneurs avaient converti les corbillards en omnibus; ils avaient enlevé le haut de ces voitures funèbres. En voyant Tara-Hill couvert de tentes, avec des bannières et des drapeaux portant des devises, on eût dit un camp immense.

On évalue à près de 500,000 le nombre des personnes présentes.

M. O'Connell, dans un discours très-remarquable, a fait l'histoire de l'union législative de l'Angleterre et de l'Irlande, contre laquelle cette dernière proteste aujourd'hui, et il a retracé le lugubre tableau des maux que l'Angleterre fait peser sur l'Irlande.

FRANCE.

Rapprochemens.—La Providence se charge quelquefois de punir dès ici-bas les forfaits qui se commettent. Danton, ambitionnant les faveurs populaires, est un exemple terrible de cette loi du talion, si souvent appliquée dans un pays en révolution.

C'est Danton qui, le 5 avril 1793, fit instituer le tribunal révolutionnaire, et, le 5 avril 1794, il fut condamné à mort par ce même tribunal qui avait envoyé tant d'illustres Français à la gloire éternelle.

C'est Danton qui fit adopter l'unique mesure par laquelle le tribunal pouvait imposer silence aux accusés, quand ce silence était jugé convenable aux juges; et lorsque l'accusé Danton essaya de se défendre, le tribunal révolutionnaire lui interdit la parole en exécution de la loi que lui, Danton, avait faite.

C'est Danton encore qui répondit à Prud'homme, qui lui disait que la convention n'avait pas le droit de juger Louis XVI: « Nous ne le jugerons pas, nous le tuons. » Danton non plus ne fut pas jugé, il fut tué. Aussi le jour de son exécution répétait-il sans cesse avec un accent de profonde contrition:

« Je demande pardon à Dieu et aux hommes d'avoir contribué à l'institution du tribunal révolutionnaire? Je ne croyais pas qu'il deviendrait le fléau de l'humanité! »

Danton disait enfin, comme pour faire à la fois la critique du présent et de l'avenir: « Dans les révolutions, le pouvoir reste toujours aux plus scélérats. »

ESPAGNE.

—Le chef politique de la province, Jonchim Maximiliano Gibert, a publié deux proclamations adressées, l'une aux habitans, l'autre à la garde nationale pour les engager à une cordiale union. Les alcaldes constitutionnels de Barcelone ont également adressé un appel conciliant à la population.

RUSSIE.

—On assure que le nombre de transfuges qui viennent de la Pologne en Silésie augmente toujours. Ce sont non-seulement des Polonais, mais encore des soldats russes qui passent la frontière. Le nombre des transfuges dans le cercle de la ville frontière de Benthén s'élève, dit-on, à 6,000.

—Des troubles plus graves que les précédens ont éclaté à Lubeck le 8 au soir. La maison du sénateur Behrens et celle du lieutenant Nachtigal ont été presque entièrement ravagées.

La garde bourgeoise et les troupes régulières ont fraternisé avec le peuple. On a demandé, dans un endroit voisin, des troupes de Holstein, qui ont déclaré qu'elles étaient disposées à prêter tout le secours possible par les voies de la douceur, mais qu'elles n'emploieraient pas les voies de la rigueur; 60 dragons doivent avoir été appelés de Hambourg.

La nouvelle de ces désordres a failli en occasionner de semblables à Hambourg où l'éroulement d'une maison en construction, ayant enseveli sous ses ruines une dizaine d'ouvriers, a exaspéré le peuple contre les propriétaires, les architectes et les autorités si insoucieuses de la vie des ouvriers, qu'ils compromettent, les uns par cupidité et les autres par une coupable négligence. La garde bourgeoise a eu de la peine à empêcher les désordres et à faire évacuer les rues.

TURQUIE.

—Rizza-Pacha paraît perdre son influence auprès du Sultan. Ses intrigues pour rétablir la puissance turque en la délivrant du patronage de l'étranger ont déplu, assure-t-on, au divan.

« Il est facile de voir, écrit-on de Constantinople à la *Gazette d'Augsbourg* que les manœuvres qui ont eu lieu dans les principautés, loin de consolider notre puissance sur le Danube, l'ont beaucoup affaiblie. »

« Le prince Georges de Servie a peine à conserver toute son indépendance. Privé de ses deux conseillers, il suivra l'impulsion étrangère. »

« Le gouvernement est non seulement inquiet sur l'état de la Servie, mais encore sur celui de la Bosnie. Le départ précipité d'Izzet-Pacha pour Banjaluka, et les ordres donnés à quelques compagnies de troupes chiites de se mettre en marche pour Belgrade en emmenant quelques batteries, entretiennent et fortifient de fâcheuses appréhensions. »

« Dans la perspective de la chute prochaine de Rizza-Pacha, nos cercles politiques s'occupent déjà de combinaisons ministérielles qui toutes présentent Reschid-Pacha comme devant être à la tête du cabinet nouveau. »

Néanmoins, cette opinion n'est pas partagée par des personnes bien informées.

GRÈCE.

—Un journal d'Athènes, le *Télégraphe*, contient ce qui suit:

« Jamais le peuple grec n'a été réduit à une telle misère! Même du temps de la sainte lutte, lorsque les Hellènes devaient courir de montagne en montagne, de rocher en rocher, leur situation n'était pas si déplorable: jamais ils n'ont été privés de pain! Aujourd'hui, il y en a beaucoup qui ne se nourrissent le plus souvent que d'herbes sauvages. »